

Audience publique du 19 janvier 2004

Recours formé par

la **société à responsabilité limitée ...**, ...

contre

une décision du **directeur de l'administration des
Contributions directes**

en matière d'impôt sur le revenu

-

Vu la requête, inscrite sous le numéro 16379 du rôle, déposée le 5 mai 2003 au greffe du tribunal administratif par Monsieur X, expert-comptable, au nom de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ..., établie et ayant actuellement son siège social à L- ..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 31 janvier 2001 déclarant la réclamation du 27 avril 1999 introduite pour son compte contre les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal des années 1995, 1996 et 1997 irrecevable pour défaut d'une procuration valable;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 6 octobre 2003;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 20 novembre 2003 par Monsieur X pour compte de la société ... s.à r.l.;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur X et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 26 novembre 2003.

-

En date du 5 février 1999, le bureau d'imposition sociétés 4 de la section sociétés du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ..., préqualifiée, les bulletins de l'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial communal pour les années 1995, 1996 et 1997.

Par courrier de Monsieur X du 27 avril 1999, la société ..., sous l'indication « *No Fiscal ... , ... Sàrl, ...* », fit introduire à l'encontre de ces bulletins du 5 février 1999 une réclamation, à laquelle fut annexée une procuration non datée et libellée dans les termes suivants : « *Hiermit erteile ich X – Y Vollmacht mich in allen Steuerangelegenheiten zu vertreten und rechtsverbindlich zu zeichnen. Diese Vollmacht gilt bis auf Widerruf* ».

Suivant lettre du 5 juillet 1999, le directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « *le directeur* », informa les consorts X-Y de ce que la réclamation prévisée avait été enregistrée sous le numéro C 10281 du rôle et les invita à régulariser le dossier sur le point suivant : « *ob und wem eine gültige Prozessvollmacht für das eingelegte Rechtsmittel erteilt wurde, ist nicht ersichtlich und sollte nachgetragen werden. Es kann nur ein Vertreter bestellt werden. Bevollmächtigung einer Gesellschaft oder für den Verkehr mit dem Steueramt genügt nicht* ».

Les consorts X-Y donnèrent suite à cette invitation en adressant par courrier du 30 juillet 1999 au directeur une nouvelle procuration émise le 20 juillet 1999 par Monsieur Z, gérant de la société ... s.à r.l. et libellée comme suit : « *Hiermit erteile ich Herrn Steuerberater X, ...(D), Vollmacht, mich in allen Steuerangelegenheiten zu vertreten und rechtsverbindlich zu zeichnen. Diese Vollmacht gilt bis auf Widerruf* ».

Par décision du 31 janvier 2001, le directeur déclara la réclamation du 27 avril 1999 irrecevable pour défaut de procuration valable aux motifs énoncés comme suit :

« *In Erwägung, dass in allen Verfahrensarten eine ausdrückliche Vollmacht erforderlich ist um andere zu vertreten ;*

In Erwägung, dass, mangels einer der Rechtsmittelschrift beiliegenden Vollmacht, der Deponent per Schreiben vom 5. Juli 1999 aufgefordert wurde, seine ausdrückliche und besondere Bevollmächtigung für die vorliegende Streitsache nachzuweisen ;

Dass in diesem Schreiben insbesondere und ausdrücklich vorgetragen wurde: „Ob und wem eine gültige Prozessvollmacht für das eingelegte Rechtsmittel erteilt wurde, ist nicht ersichtlich und sollte nachgetragen werden. Es kann nur ein Vertreter bestellt werden. Bevollmächtigung einer Gesellschaft oder für den Verkehr mit dem Steueramt genügt nicht“ ;

In Erwägung, dass die am 4. August 1999 eingereichte Vollmacht nicht als den vorgenannten Bestimmungen entsprechend anerkannt werden kann, als sie einerseits auf den 20. Juli 1999 datiert ist also nicht nur nach Eingabe der Reklamation, sondern auch nach Ablauf der Rechtsmittelfrist, und darüber hinaus einen allgemeinen Charakter hat („mich in allen Steuerangelegenheiten zu vertreten und rechtsverbindlich zu zeichnen“) und sich jedenfalls nicht ausschliesslich auf das eingelegte Rechtsmittel bezieht ;

In Erwägung, dass es somit auch unerheblich ist, dass die Reklamation auf jeden Fall unzulässig ist mangels Beschwer, da gemäss § 232, Absatz 1 AO, der Steuerpflichtige einen Steuerbescheid nur deshalb anfechten kann, weil er sich durch die Höhe der festgesetzten Steuer oder durch die Bejahung der Steuerpflicht beschwert fühlt, im vorliegenden Fall jedoch die Körperschaftssteuer und Gewerbesteuer der Jahre 1995, 1996 und 1997 auf 0 Franken festgesetzt wurde und keine Heraussetzung begehrt wird ».

Cette décision fut envoyée par courrier recommandé remis à la poste le 5 février 2001 à la société ... sous l'adresse 65, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg. Il résulte du dossier fiscal déposé que l'enveloppe de cet envoi fut retournée à la direction des Contributions pour défaut de notification, lequel fut justifié, d'après les indications y apposées par l'Entreprise des Postes et Télécommunications, par les motifs « *Refusé* » et « *N'habite/n'existe plus à l'adresse indiquée* ».

Suivant lettres des 13 septembre 2001 et 9 janvier 2002, les consorts X-Y rappelèrent au directeur la réclamation du 27 avril 1999 introduite pour compte de la société A défaut de réaction leur parvenue de la part du directeur, les consorts X-Y s'adressèrent, par lettre du 28 mars 2002, au ministre des Finances pour lui exposer le sort de leur réclamation et ils déclarèrent dans cette même lettre qu'ils auraient reçu le 27 mars 2002 de la part du bureau d'imposition sociétés 4 une copie de la décision directoriale prérelatée du 31 janvier 2001.

A défaut d'autre réaction, la société ... a fait introduire en date du 5 mai 2003 par l'intermédiaire de Monsieur X un recours contentieux contre le silence observé par le directeur à l'égard de la réclamation susvisée du 27 avril 1999.

En présence d'une décision expresse du directeur ayant statué sur le sort de la réclamation introduite le 27 avril 1999 par Monsieur X pour compte de la société ..., un recours contre le silence observé par le directeur n'est pas admissible. Dans la mesure où le recours sous analyse critique concrètement le motif d'irrecevabilité retenu dans la décision directoriale du 31 janvier 2001 et réitère les prétentions quant au fond contenues dans la lettre de réclamation, il doit être considéré comme étant dirigé directement contre cette même décision directoriale indépendamment de la désignation impropre de la voie de recours empruntée.

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé contre une décision du directeur statuant sur une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités.

Etant donné que, lorsque la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre à partir de son contenu que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi (trib. adm. 18 janvier 1999, n° 10760, Pas. adm. 2003, v° Recours en annulation, n° 32), le recours sous analyse est dès lors à qualifier de recours en réformation.

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation introduit. Le délégué du Gouvernement conteste la recevabilité du recours en se prévalant de son caractère tardif en renvoyant à la fois à la notification de la décision directoriale du 31 janvier 2001 par la voie postale à l'adresse de la société ... et à la notification à Monsieur X d'une copie de la même décision en date du 27 mars 2002.

Si, en règle générale, la loi n'a pas fixé la forme de la notification administrative et s'il suffit que l'acte soit porté à la connaissance de l'intéressé par l'administration, la notification ne se présume pas et il incombe à l'administration de prouver qu'elle a accompli les formalités requises pour faire courir le délai (trib. adm. 10 mai 1999, n° 10990, Pas. adm. 2003, v° Procédure contentieuse, n° 99).

En l'espèce, il ressort des éléments du dossier que la décision litigieuse du 31 janvier 2001 a été adressée, par pli recommandé fermé remis à la poste le 5 février 2001, à la société

... à l'adresse « ... », mais que sa réception fut refusée au motif que la société ...
« *N'habite/n'existe plus à l'adresse indiquée* ».

Il résulte encore des annotations au dossier directorial non autrement contestées que l'adresse susvisée était celle sous laquelle la société ... était, d'après les recherches effectuées à ce moment par les services du directeur, inscrite au registre de commerce. Force est de relever enfin que cette même adresse était indiquée par Monsieur X dans sa réclamation du 27 avril 1999 ainsi que dans ses courriers subséquents à destination du directeur comme étant celle de la société

Sur base de l'ensemble de ces éléments, le directeur pouvait valablement considérer que la notification de sa décision du 31 janvier 2001 pouvait être accomplie à la société ... à l'adresse « ... » et le refus de réception opposé à cette adresse à l'agent de l'Entreprise des Postes et Télécommunications n'était pas de nature à énerver cette conclusion, cette adresse ayant en effet eu l'apparence d'être à l'époque celle du siège de la société

Il résulte des développements qui précèdent qu'eu égard à la notification de la décision directoriale entreprise ainsi valablement intervenue, le délai de recours de trois mois était révolu le 5 mai 2003, date d'introduction du recours sous analyse, abstraction même faite de la circonstance que Monsieur X a reçu, d'après les éléments en cause, le 27 mars 2002 une copie de la décision directoriale du 31 janvier 2001 en sa qualité de représentant de la société ... et que celle-ci doit partant être considérée comme ayant pu prendre connaissance, au sens de l'article 13 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, de la décision déférée à la date du 27 mars 2002.

En conclusion de l'ensemble des développements qui précèdent, le recours sous analyse est à déclarer irrecevable comme étant tardif.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,
déclare le recours irrecevable,
condamne la société demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 19 janvier 2004 par:

M. DELAPORTE, premier vice-président,

Mme LENERT, premier juge,

M. SCHROEDER, premier juge,

en présence de M. SCHMIT, greffier en chef.

SCHMIT

DELAPORTE